



# L'accès des salariés du privé aux mandats publics

---

Sondage Ifop pour le Cercle de l'Excellence RH

Contacts Ifop :

Frédéric DABI, Directeur général adjoint

Anne-Sophie VAUTREY, Directrice d'études

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

[prenom.nom@ifop.com](mailto:prenom.nom@ifop.com)

Juin 2015

# Sommaire

## 1 - La méthodologie

## 2 - Les résultats de l'étude

- A – L'état des lieux
- B – Les facteurs explicatifs
- C – Le regard porté sur l'engagement politique des salariés du privé
- D – Les perceptions de l'engagement des entreprises pour faciliter l'accès des salariés à un mandat électoral

# 1 | La méthodologie

## Etude réalisée par l'Ifop pour le Cercle de l'Excellence RH

---

### Echantillon



Le questionnaire a été adressé à 1363 PDG.

Parmi ceux-ci, **82 PDG** l'ont complété, soit un taux de participation de **6%**.

### Mode de recueil



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 27 avril au 29 mai 2015.

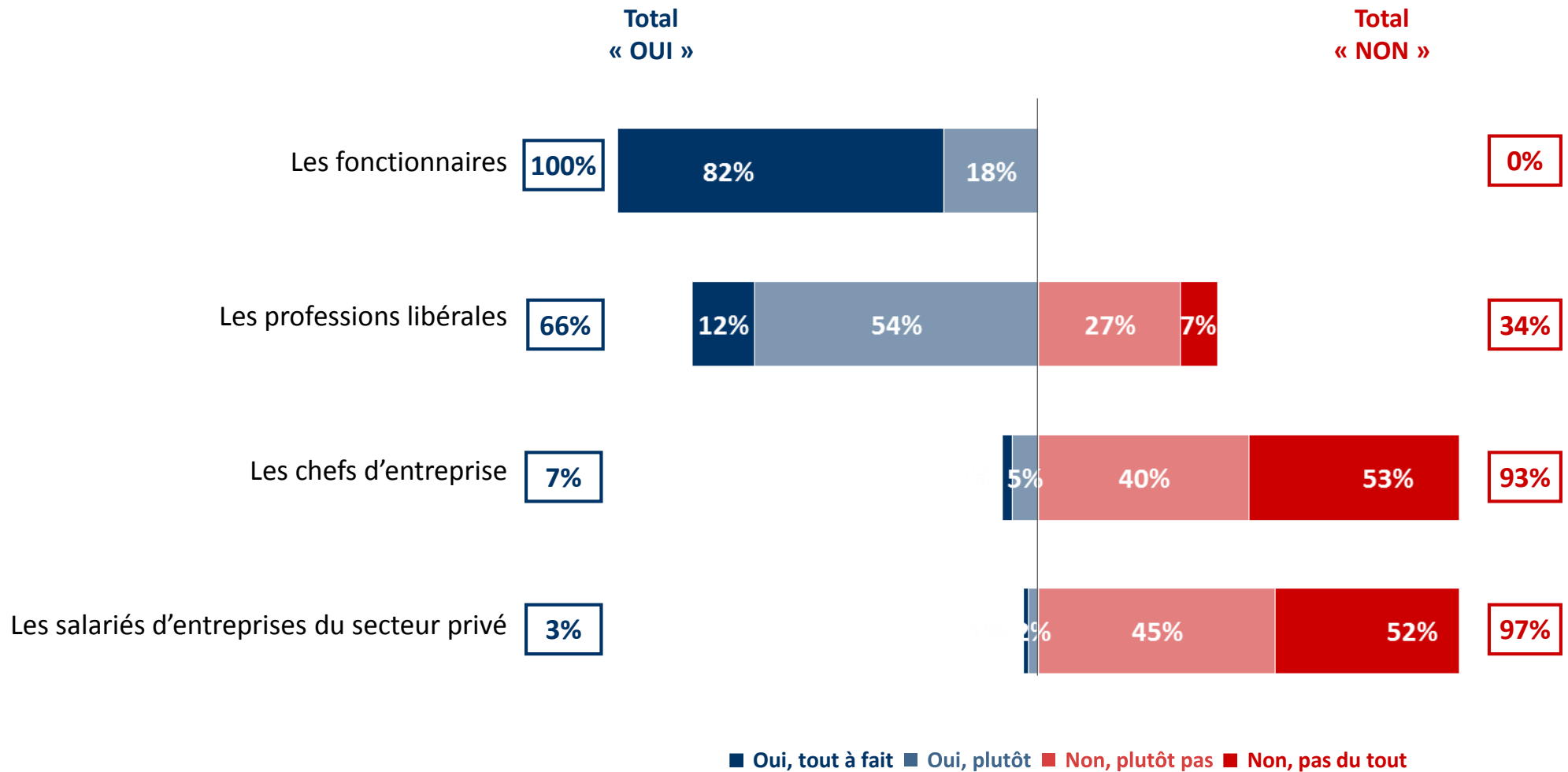
## 2 | Les résultats de l'étude

# A | L'état des lieux



# Le jugement relatif à la présence de différentes catégories socioprofessionnelles au sein du personnel politique

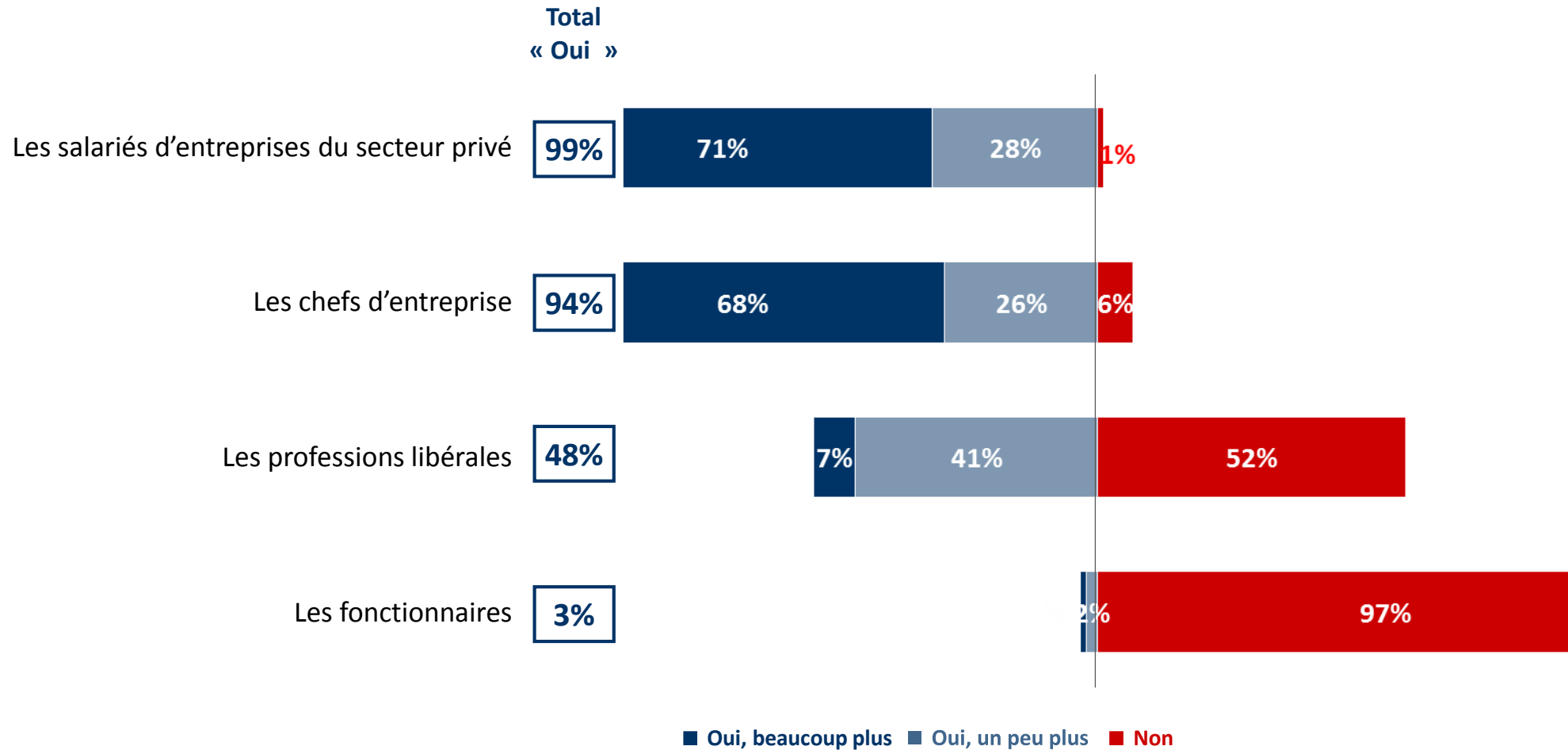
**QUESTION :** Vous personnellement, avez-vous le sentiment qu'à l'heure actuelle, les catégories suivantes sont suffisamment présentes au sein du personnel politique?





# Le souhait de voir certaines catégories socioprofessionnelles davantage représentées au sein du personnel politique

**QUESTION :** Pour chacune des catégories suivantes, diriez-vous qu'elle devrait être plus représentée au sein du personnel politique ?





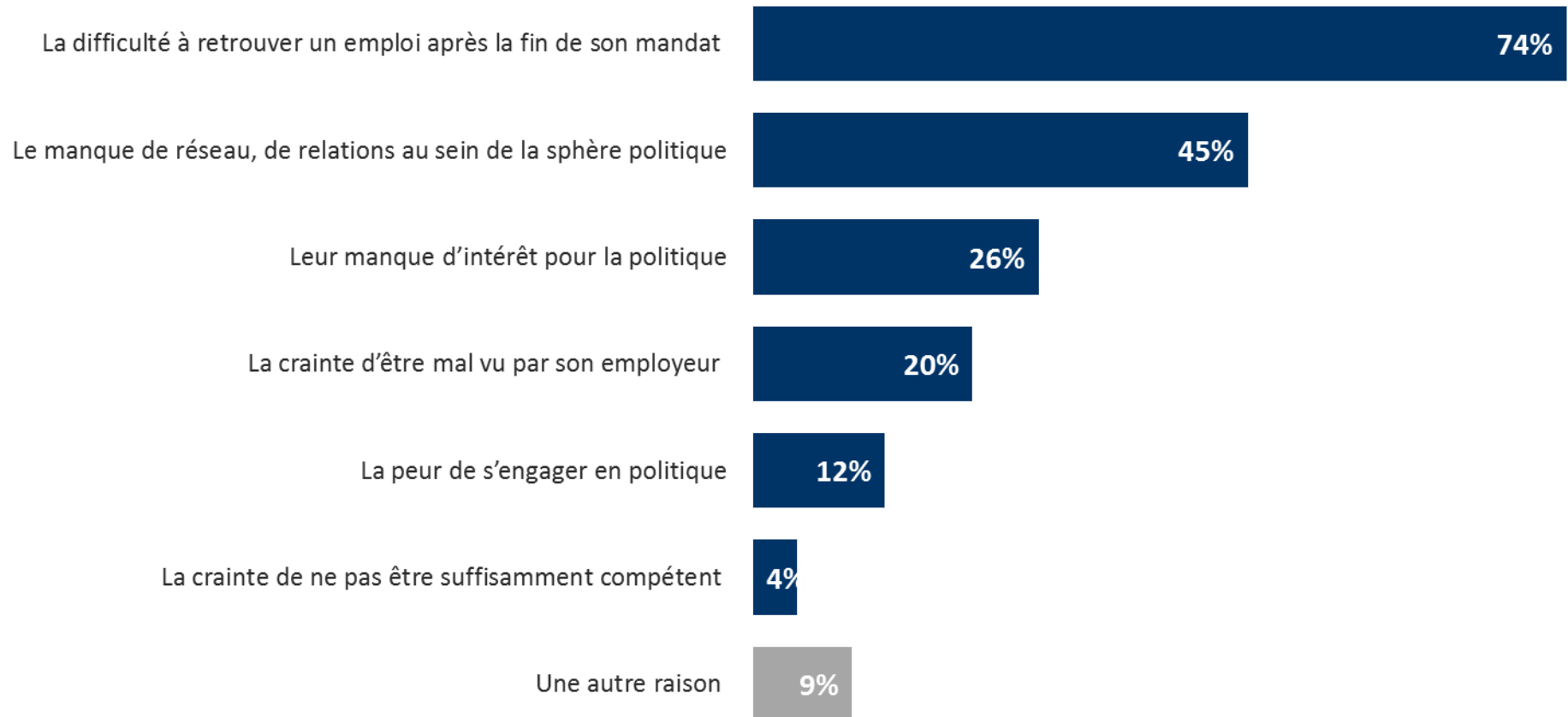
# **B | Les facteurs explicatifs**



# Les raisons pour lesquelles les salariés du privé ne sont pas davantage présents au sein du personnel politique

**QUESTION :** D'après vous, pour quelles raisons les salariés d'entreprises du secteur privé ne sont-ils pas davantage présents au sein du personnel politique ?

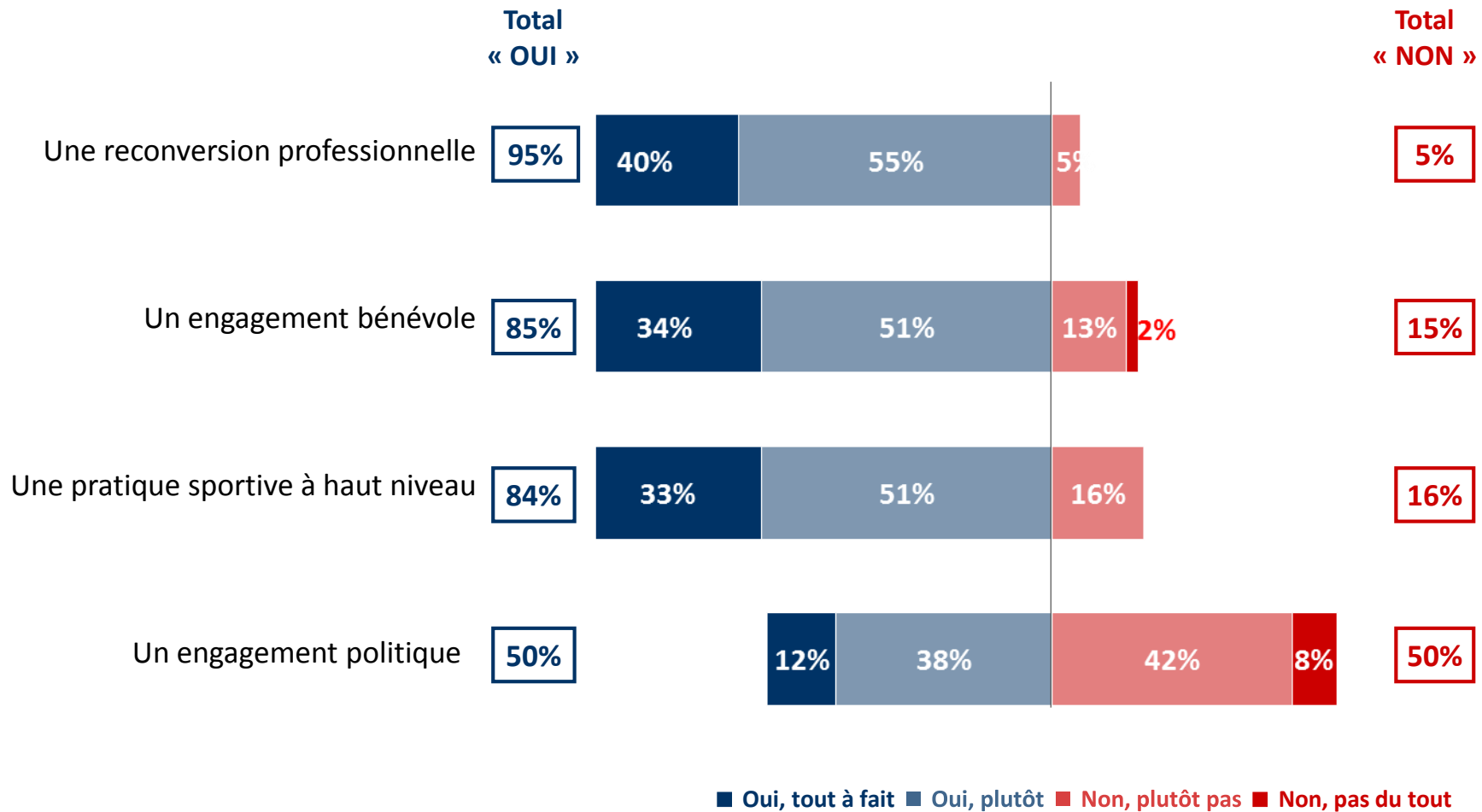
Base : A ceux qui considèrent que les salariés du secteur privé ne sont pas suffisamment présents dans le personnel politique, soit 97% de l'échantillon



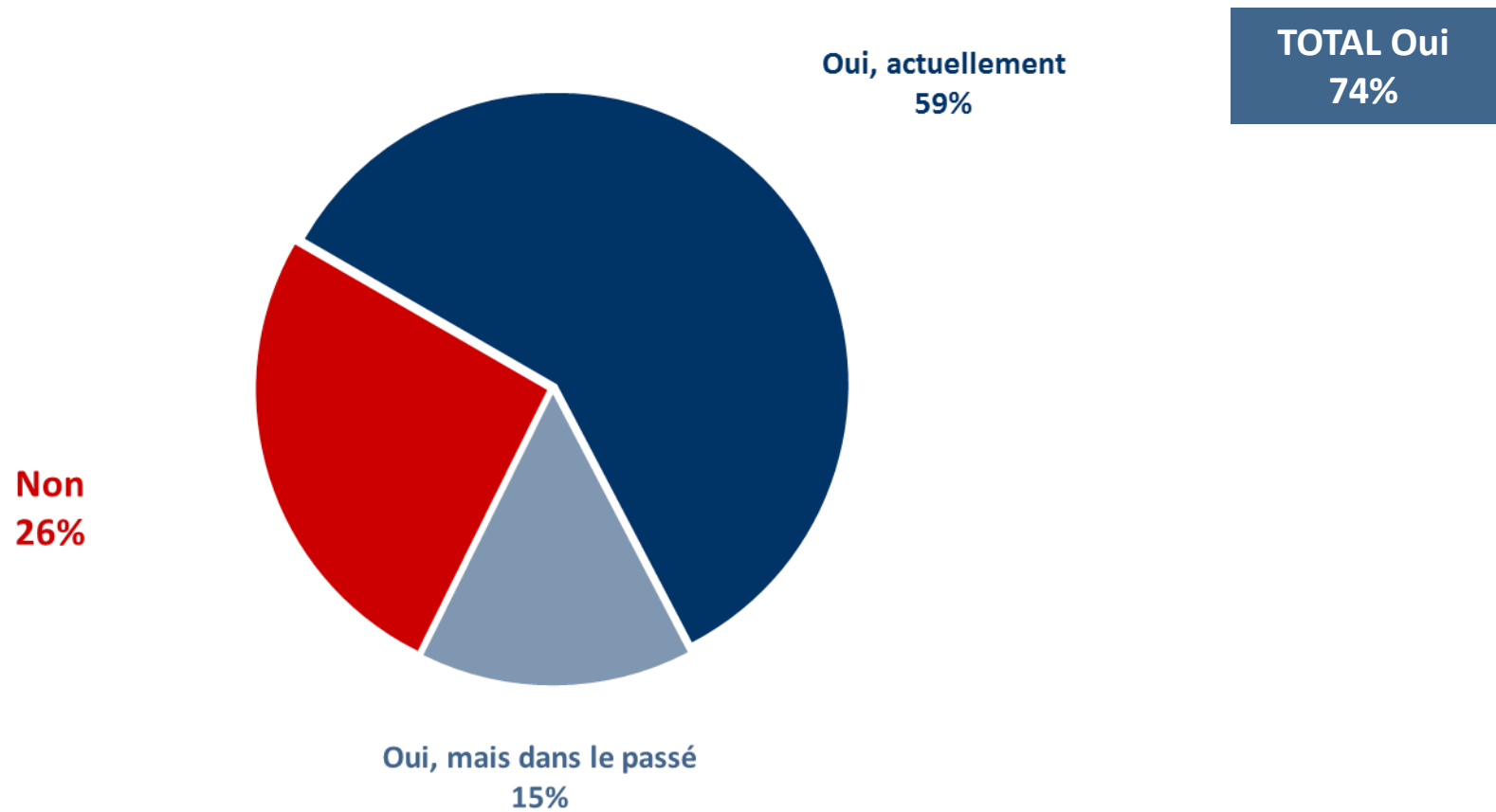
Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

# **C | Le regard porté sur l'engagement politique des salariés du privé**

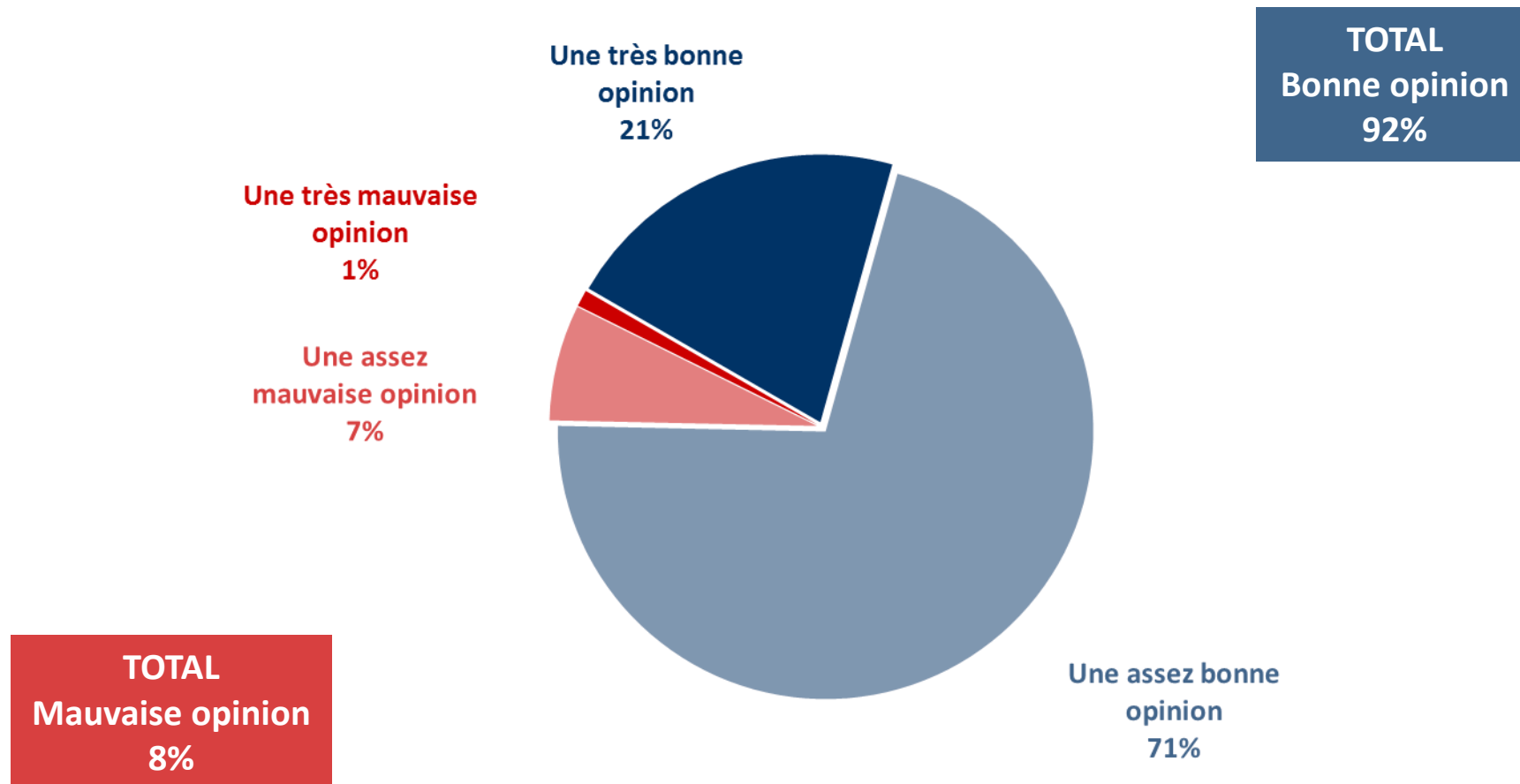
**QUESTION :** Diriez-vous de chacune des expériences suivantes qu'elle constitue un atout à valoriser par un salarié dans un parcours professionnel ?



**QUESTION** : A votre connaissance, certains des salariés de votre entreprise se sont-ils engagés en politique ?



**QUESTION :** De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des salariés du secteur privé qui sont engagés dans la vie politique ?

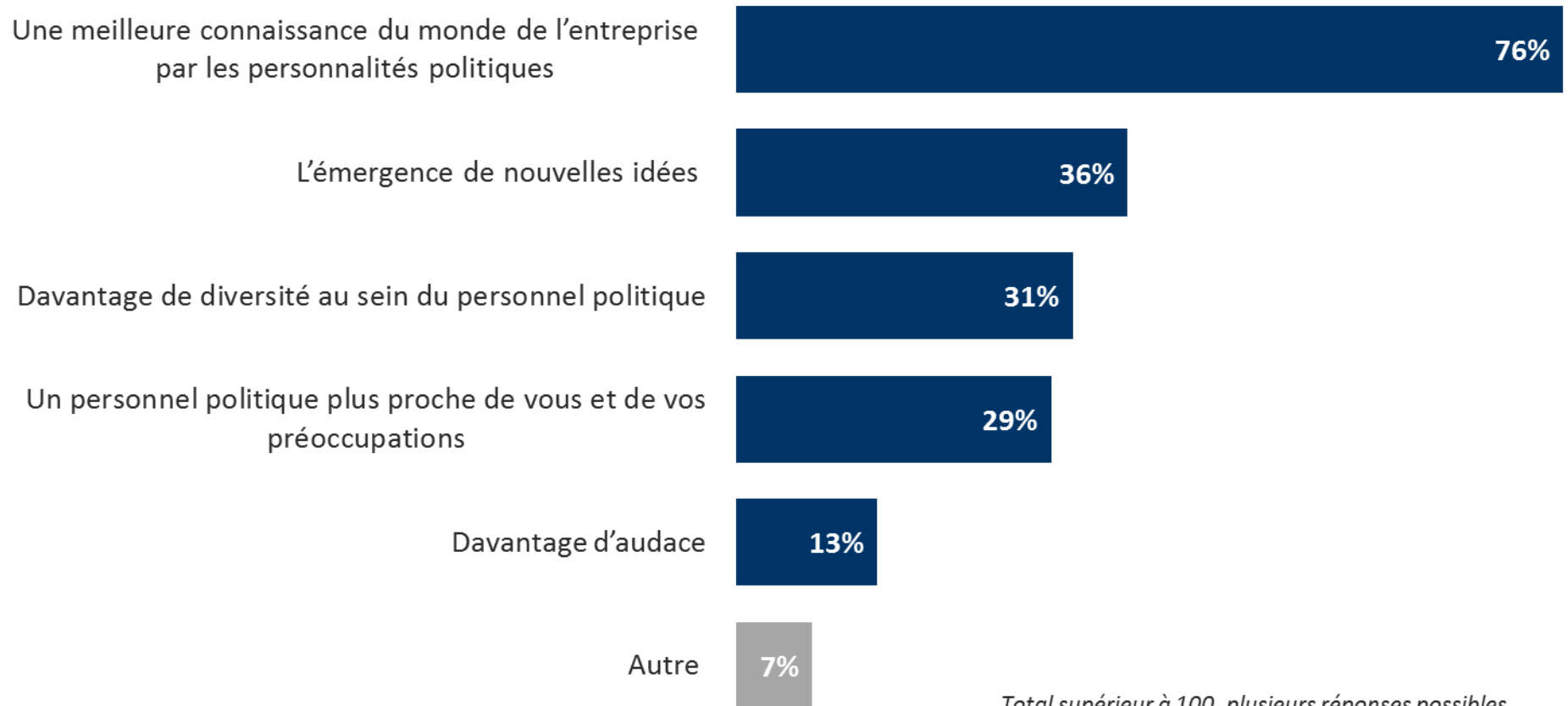


# **D** | **Perceptions de l'engagement des entreprises pour faciliter l'accès des salariés à un mandat électoral**



# Les bénéfices attendus d'une plus grande présence des salariés du secteur privé au sein du personnel politique

**QUESTION :** Si demain les salariés du secteur privé étaient davantage représentés parmi le personnel politique, quelles conséquences peut-on imaginer ?



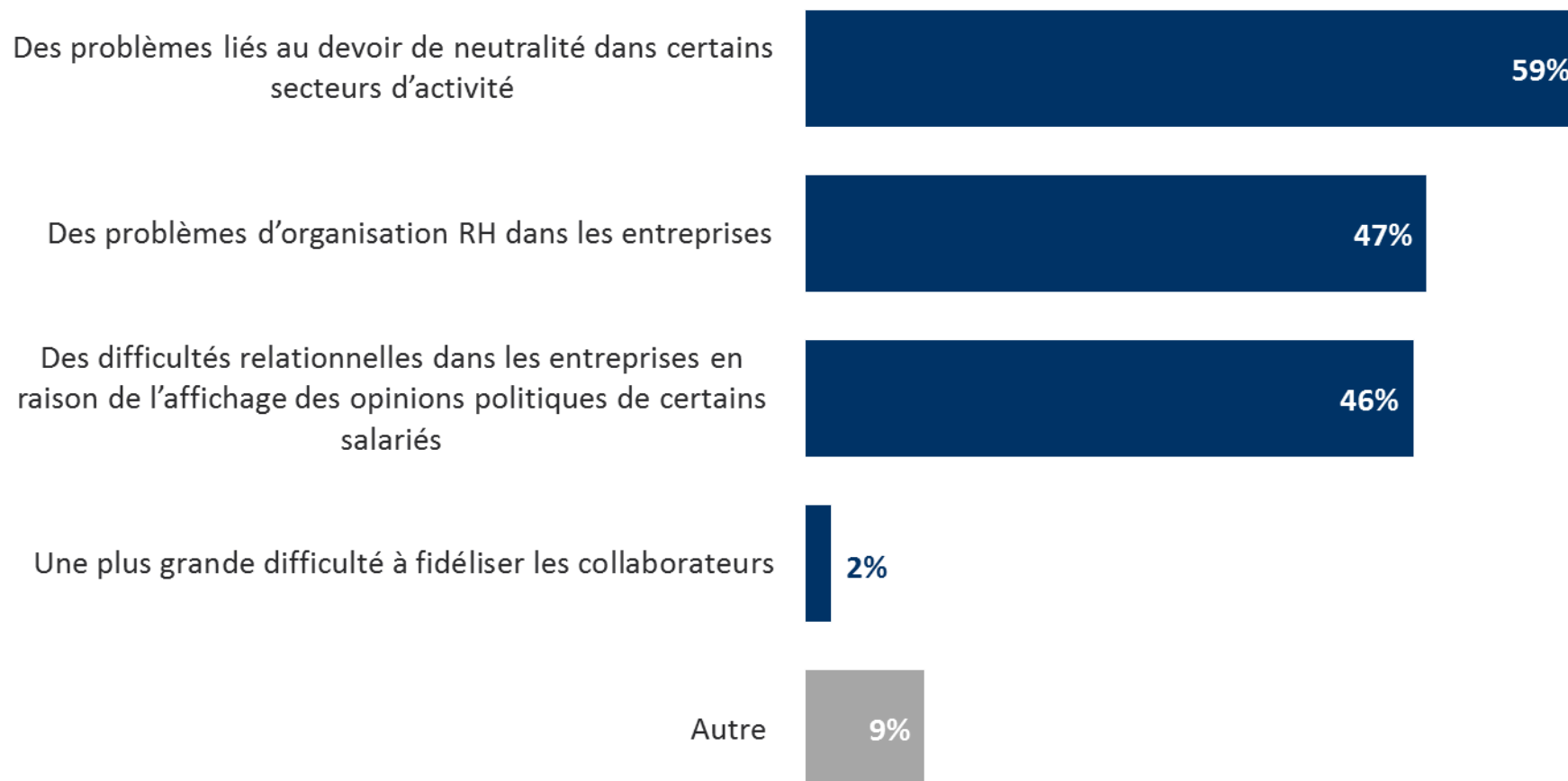
Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles





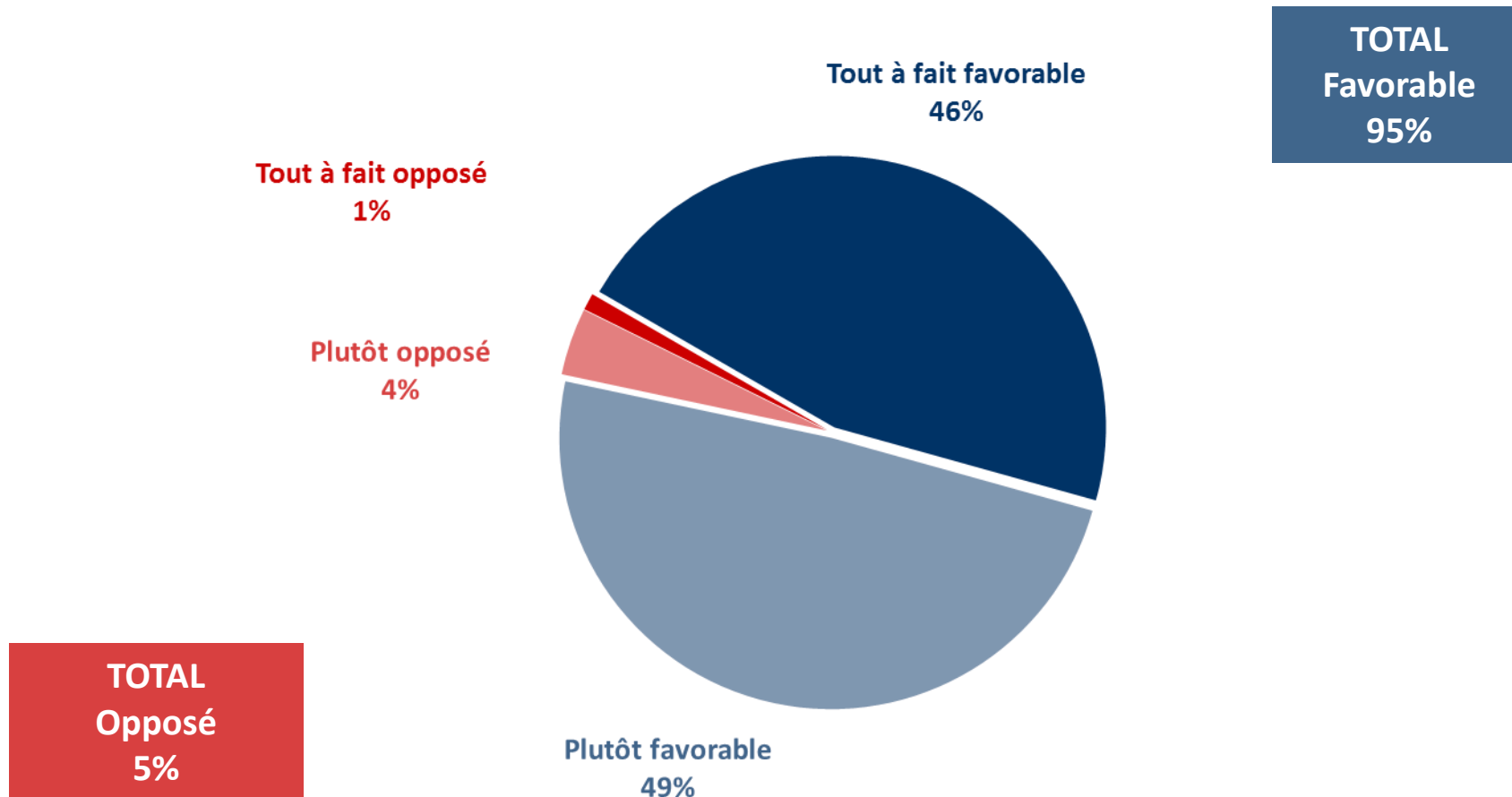
# Les risques associés à une plus grande présence des salariés du secteur privé au sein du personnel politique

**QUESTION :** Et si demain les salariés du secteur privé étaient davantage représentés au sein du personnel politique, quels risques cela soulèverait-il selon vous pour les entreprises?

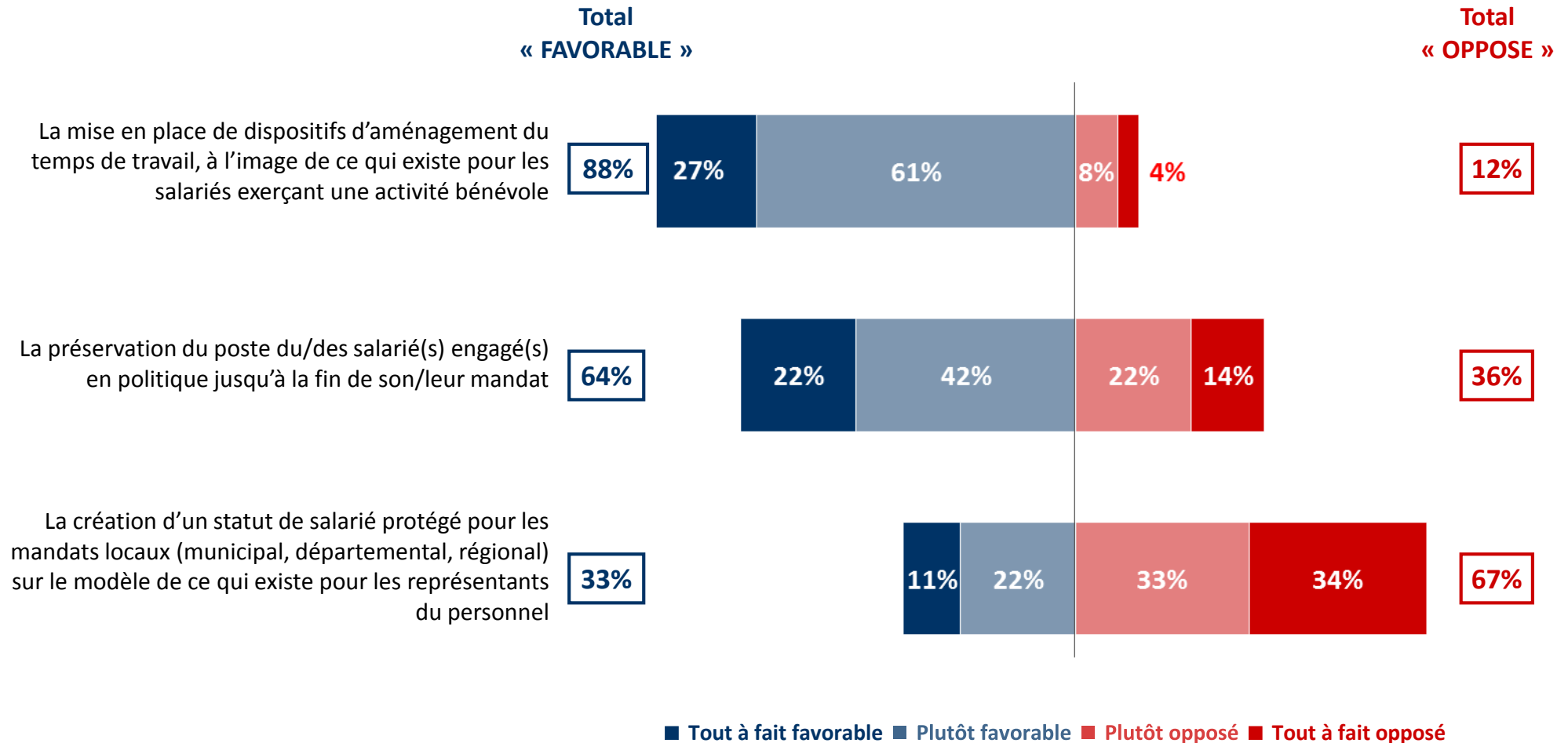


Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

**QUESTION :** Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à la mise en place de mesures qui faciliteraient l'accès des salariés du secteur privé à la vie politique ?



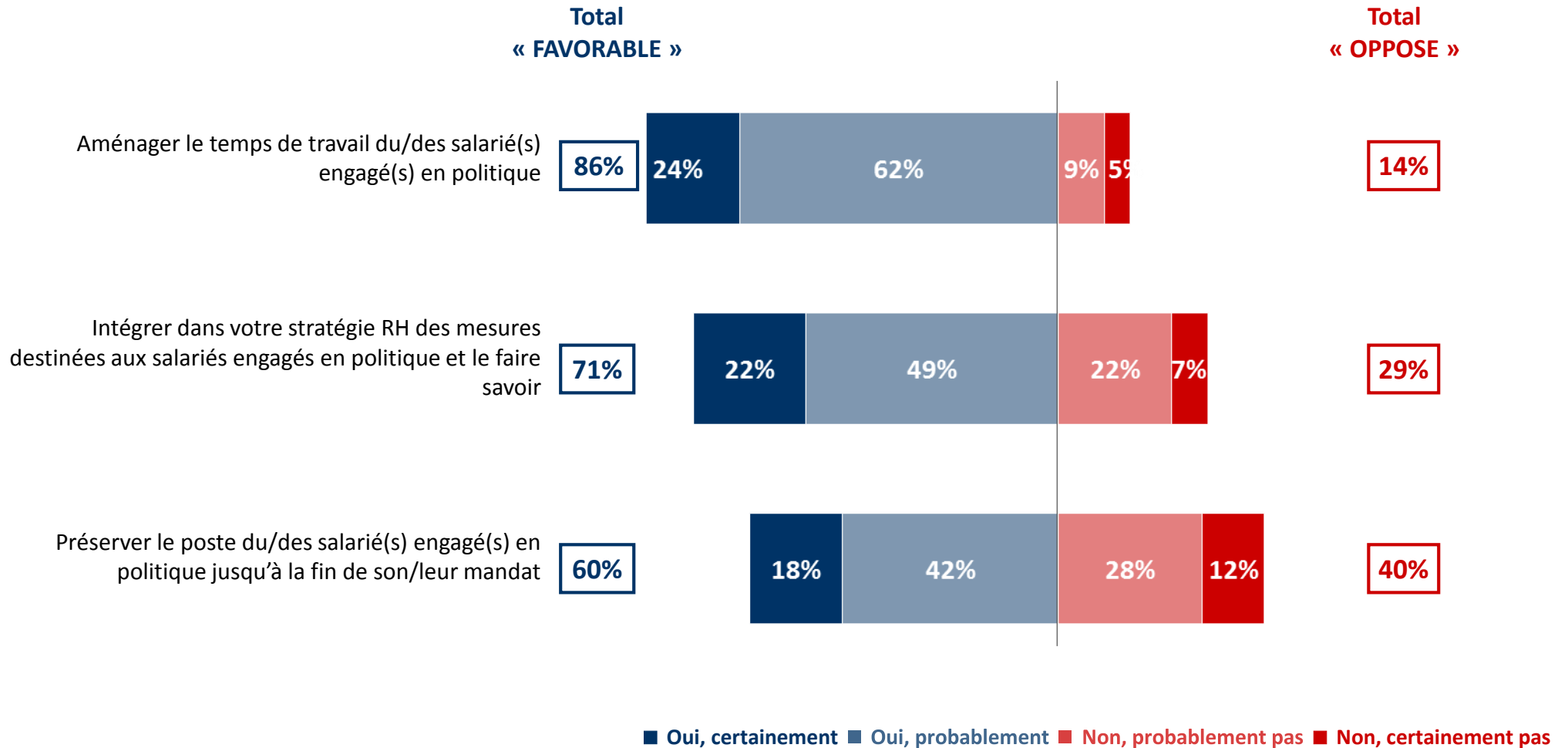
**QUESTION :** Plus précisément, seriez-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes, contenues dans la loi du 31 mars 2015 ?





# La disposition à prendre des mesures afin de faciliter l'engagement de ses salariés dans la vie politique

**QUESTION :** Et vous personnellement, seriez-vous prêt à prendre chacune des mesures suivantes ?



**QUESTION :** Seriez-vous prêt à vous engager en tant que chef d'entreprise pour faciliter l'accès des salariés à des mandats électoraux ?

